

La Lettre du CIAN

Mai / Juin 2016

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

Changer de paradigmes

Le continent africain et nous-mêmes devons changer de paradigmes, au sens littéral de ce mot, sur les sujets importants de son avenir.

Tout d'abord, la démographie : « *la plus spectaculaire jamais survenue dans l'histoire de l'humanité* » (Serge Michailof). Les experts nous prédisent un accroissement considérable de la population dans les quarante prochaines années. Or l'Afrique n'a pas terminé sa transition démographique. Le taux de fécondité y est le plus élevé au monde et le nombre de personnes à la charge de la population en âge de travailler particulièrement important.

Ensuite, l'obligation de l'autosuffisance alimentaire va modifier la donne. Lors des révolutions de 2008 que nous appelons les Printemps arabes, ce sont les villes qui ont renversé les gouvernements. Aujourd'hui, les kalachnikovs sont dans les campagnes et donc, à l'instar du **Président Buhari** du Nigéria, aidé certes par une dévaluation de sa monnaie, les Etats doivent orienter leurs actions afin d'augmenter la production agricole locale et de donner un avenir aux populations rurales.

Ce faisant, l'autre paradigme à changer, est de passer d'une agriculture extensive à une agriculture intensive ; les terres arables sont à priori disponibles et le choix entre un modèle à l'indienne ou à la brésilienne est dépassé. Un nouveau modèle est à inventer.

Comme cela s'est vu sur tous les continents et à toutes les époques, les campagnes vont se vider et les villes se remplir. Ce qui implique, dans les prochaines années, que les

infrastructures, l'électricité, la formation, etc., soient à la hauteur des attentes.

En 2040, les 15/24 ans seront trois fois plus nombreux en Afrique subsaharienne qu'en Chine. Il clair qu'une grande part des biens de consommation que les Africains consommeront sera fabriquée par eux-mêmes, ce qui est aujourd'hui loin d'être le cas.

Jean-Louis Borloo a raison de nous alerter sur les besoins en électricité du continent mais je pense que nous sommes loin d'imaginer la demande réelle que cela implique. Des projets comme les *blue zones* ou *watly* (que je vous invite à « googliser ») et tous les autres, ne vont pas suffire.

Comme les poupées russes, les paradigmes doivent changer car ils se succèdent et s'imbriquent. Celui des villes, objet du dernier Forum Afrique du CIAN et au cœur du Forum d'affaires France – Afrique de l'Ouest et Centrale à Abidjan fin avril, n'est pas le plus



Alexandre Vilgrain
Président

simple.

Les mégalo-poles du 21^{ème} siècle seront africaines et ne peuvent pas s'organiser comme nos villes du 20^{ème} siècle, dont Pékin est l'ultime exemple (900 km pour le dernier périphérique !). La ville africaine de demain doit s'inventer.

Bref, l'Afrique inventera son futur et elle seule pourra le créer ; c'est là le dernier paradigme à changer, et c'est le nôtre !

A RETENIR

21 juin 2016 :

Déjeuner-débat du CIAN

(Nom de l'intervenant et thème seront communiqués ultérieurement)

Informations :

communication@cian.asso.fr

Tél : +33 (0) 1 45 62 55 76

22 - 23 septembre 2016 :



www.africa2016.org

ACTIVITES DU CIAN

Commission Juridique & Fiscale – CIAN

Paris, 30 mars

La Commission Juridique et Fiscale a réuni une cinquantaine de participants chez CMS Bureau Francis Lefebvre pour dresser un « panorama de l'actualité fiscale en Afrique ». Me **Deana d'Almeida**, avocat fiscaliste, a décrit l'évolution des lois de finance pour 2016 dans une vingtaine de pays et leur impact sur la fiscalité des entreprises. Il a été souligné que la multiplicité des règles selon les pays complique la tâche du responsable d'entreprise et qu'il est nécessaire de se tenir régulièrement informé.

Cette réunion a également été l'occasion de faire le point sur les conventions fiscales bi- et multilatérales et sur la lutte internationale contre la fraude fiscale. Les détails par pays sont à la disposition des adhérents du CIAN dans l'espace membre du site internet.

Assemblée générale – CIAN

Paris, 6 avril

L'Assemblée générale annuelle a réuni à l'Automobile Club les adhérents du CIAN. Le rapport moral de l'association et les comptes 2015 ont été approuvés ainsi que le budget 2016. Le CIAN continuera de développer ses actions d'information, de *networking* et de *lobbying* au service de ses membres et de la communauté des affaires en Afrique. Le programme RH Excellence Afrique va être déployé progressivement sur le continent, en commençant par quatre pays prioritaires : Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal. Les présidents des différentes commissions ont ensuite dressé un rapide bilan de l'année écoulée puis les nouveaux adhérents se sont présentés (38 entreprises ont rejoint le CIAN en 2015).

Après un temps de discussion lors de l'apéritif, 130 personnes ont assisté au déjeuner donné dans la bibliothèque du Club. Elles ont écouté l'intervention d'**Hubert Védrine**, ancien ministre des Affaires étrangères. Il a traité du rôle militaire essentiel de la France en Afrique. Il a expliqué pourquoi l'ouverture des frontières est difficile à maintenir car elle pose un véritable défi économique et sécuritaire à l'Europe.

Côte d'Ivoire : désarmement – CIAN

Paris, 17 mars

Sur invitation du CIAN, le Général de corps d'armée **Bruno Clément-Bollée**, ancien commandant de la force française Licorne, est venu témoigner auprès des adhérents. Il a exposé comment, grâce à une volonté gouvernementale forte, près de 95% des 74 000 combattants répertoriés en Côte d'Ivoire ont été accompagnés vers la reprise d'une vie civile.

Ce succès devrait inspirer la communauté internationale et les pays africains. Au-delà de l'enjeu de la démilitarisation, des enseignements pourraient être tirés pour surmonter la désespérance de la jeunesse qui attend des réponses concrètes en matière de formation professionnelle, de politique de l'emploi, et plus largement d'avenir.

Commission Sûreté – CIAN

Paris, 20 avril

Une vingtaine d'adhérents du CIAN ont écouté le Général (2S) **Dominique Trinquand**, directeur des relations extérieures du Groupe Marck et d'OMP Solutions, qui intervenait sur le thème des zones de crise. Il a démontré qu'une organisation pouvait choisir de se développer dans une zone à risques, à condition de prendre un certain nombre de précautions et en particulier, de former ses équipes et de les maintenir en état de vigilance. Il a illustré son propos en décrivant l'expérience du groupe Marck qui s'est allié à Engie, pour proposer aux bataillons africains une

offre d'équipement adaptée aux Opérations de Maintien de la Paix des Nations unies et éligible à leur remboursement.

Assemblée générale de l'EBCAM – CIAN

Paris, 17-18 mars

Le CIAN a eu le plaisir d'organiser l'Assemblée générale de l'EBCAM (*European Business Council for Africa and the Mediterranean*) à Paris. Ce conseil européen compte 4 000 entreprises adhérentes, par l'intermédiaire de douze associations nationales d'entreprises investies en Afrique, équivalentes au CIAN.

Roadshow Afrique – Classe Export/CIAN

Aix-en-Provence, 31 mars - Paris, 8 avril

Lors des deux rencontres d'affaires proposées par Classe Export, le CIAN a participé à la table-ronde sur l'Afrique, en présence d'un représentant du ministère des Affaires étrangères et de la CGPME.

Etienne Giros a encouragé les entreprises à aller investir en Afrique dès maintenant. Il existe certes des difficultés (gouvernance des Etats, manque d'infrastructures, sécurité...) et des défis à relever (formation, financement etc.) mais si elles sont bien accompagnées, les entreprises tireront profit de la croissance africaine.

Grille d'analyse du foncier – MAEDI-CIAN

Paris, 28 janvier

Le Ministère des Affaires étrangères et du développement international (MAEDI) a organisé conjointement avec le CIAN une rencontre sur les investissements agricoles responsables.

A la suite de la crise alimentaire du printemps 2008, de nombreux opérateurs publics et privés, nationaux et étrangers ont entamé des investissements dans les pays en développement, notamment en Afrique. Si ces investissements présentent des bénéfices potentiels, ils sont également porteurs de risques institutionnels et de conflits.

La communauté internationale a adopté en 2012 des Directives volontaires (DV) pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. L'AFD et le MAEDI ont chargé le Comité technique « Foncier et développement » de préparer le *Guide d'analyse ex-ante des projets d'investissements agricoles à emprise foncière* basé sur les principes de ces DV. Cet outil opérationnel, fondé sur les standards internationaux, est conçu pour aider les investisseurs à s'assurer que leurs investissements à emprise foncière sont inclusifs, transparents, durables et respectueux des droits fonciers des populations locales.

Une trentaine de représentants d'entreprises françaises et d'acteurs institutionnels (MAEDI, Proparco) ont participé aux échanges de cette journée. Ils ont souligné que la réalisation de diagnostics fonciers spécifiques est un complément nécessaire aux études d'impact environnemental et social. Il s'agit d'un investissement additionnel pour les entreprises, mais relativement peu coûteux au regard des avantages qu'il apporte.

Echanges monde arabe-Afrique – IMA/CIAN

Paris, 17 mars

Le CIAN était l'un des partenaires de la rencontre économique organisée par l'Institut du Monde arabe. Il s'agissait de faire le point sur les opportunités d'investissement en Afrique pour les entreprises françaises et

En savoir plus

Commission Juridique :

Jean-Jacques Lecat

Président

Jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

Commission Sûreté :

Alain Flandrois

Président

a.flandrois@di2s.fr

EBCAM :

www.ebcam.eu

CLASSE EXPORT :

www.classe-export.com

GRET-MAEDI:

Télécharger le guide d'analyse

www.foncier-developpement.fr/publication/guide-danalyse-ex-ante-de-projets-dinvestissements-agricoles-a-emprise-fonciere

Mai / Juin 2016

arabes. Le CIAN a animé l'atelier thématique consacré aux infrastructures et aux interconnexions en binôme avec la *Task force* Ville durable du MEDEF International.

Alors que les pays du Golfe bénéficient de fortes capacités de financement, les pays du Maghreb profitent de leur présence locale pour développer leurs réseaux bancaires et investir dans le bâtiment ou les télécoms. Les Emirats Arabes Unis et le Maroc se positionnent d'ailleurs comme des hubs pour l'Afrique, notamment pour les entreprises françaises souhaitant approcher le marché africain.

Les témoignages des intervenants ont permis de mieux appréhender les caractéristiques actuelles des marchés arabes et africains et enrichi la réflexion sur les différents partenariats à nouer.

Finance Islamique – Université Paris Dauphine Paris, 16 mars

Dans le cadre de son Executive Master qui forme aux métiers de la banque, de l'assurance et des capitaux pour les organisations qui se réclament du droit musulman, l'université Paris-Dauphine a proposé une conférence sur la finance islamique en Afrique.

La Banque Islamique de Développement (BID), dont 56 pays (40 en Afrique) sont actionnaires, finance essentiellement des infrastructures et des projets dans l'agriculture et l'énergie. Elle soutient aussi le lancement de banques islamiques dans de nombreux pays. Parmi les 300 banques islamiques recensées dans le monde, 37 sont situées en Afrique. On estime que 40% de l'épargne de la population musulmane mondiale (1,6 milliard de personnes) sera régie par la finance islamique dans 10 ans.

Les produits offerts sont très diversifiés, allant du *leasing* au *private equity*. Ils doivent respecter les principes universels d'équité et être chariatiques (donner une part d'actifs tangibles, correspondre à des secteurs d'activité « éthiques »).

Les *sukuks* (assimilables à des obligations) peuvent être émis par les Etats (souverains) ou des sociétés (corporate). L'intérêt pour l'émetteur est de réduire sa dépendance vis-à-vis des banques et pour l'investisseur d'avoir une gestion sécurisée. En Afrique du Sud, des *sukuks* ont été souscrits par des pays du Golfe ; au Maroc, au Nigeria, des fonds listés sont présents. Pour les Etats, les *sukuks* financent les infrastructures et ne sont pas consolidés dans la dette pays (Sénégal, Côte d'Ivoire, Niger).

En Afrique, la finance islamique apporte une réponse sécurisante à la population qui a connu la crise de 2008 et la spéculation. Pour les fonds de *private equity*, acteurs majeurs du développement, la BID a un panel d'assets *managers* qui évaluent les investissements dans le capital de sociétés privées. La microfinance islamique répond aussi aux besoins des agriculteurs, qui n'ont pas accès aux banques et qui sont découragés par les taux prohibitifs de la microfinance classique. Pour l'AFD, toutes les institutions travaillent ensemble, pour autant que les projets soient compatibles avec les règles et les principes de chacun. Les co-financements de projets en sont l'illustration. Il y a d'ailleurs convergence sur l'approche ISR (Investissement Socialement Responsable).

L'Afrique connaît un développement robuste, mais le taux de bancarisation étant faible, il y a des besoins de financement. La finance islamique par la captation de l'épargne en circuit court, sans intermédiation, peut répondre à ces défis. La COP22 au Maroc devrait souligner l'adéquation des produits de la finance islamique avec le développement durable.

Africa CEO Forum 2016 – JEUNE AFRIQUE Abidjan, 21-22 mars

Le CIAN a participé à l'Africa CEO Forum, organisé

par *Jeune Afrique*, qui s'est tenu pour la première fois en Afrique, en Côte d'Ivoire. Comme chaque année, cet événement a réuni des dirigeants de haut niveau. Ces journées ont été marquées par la forte présence d'entrepreneurs africains et par la participation du monde des affaires de l'Afrique anglophone.

Industrialisation de l'Afrique - IFRI

Paris, 31 mars

L'IFRI a proposé une conférence autour d'Ibrahim Assane Mayaki, ancien Premier ministre du Niger, aujourd'hui secrétaire exécutif du NEPAD.

Dans les années à venir, 350 millions de jeunes, déjà nés, vont arriver sur le marché du travail. Où seront les emplois ? Dans l'agriculture et l'économie formelle, sur les marchés régionaux et mondiaux ?

Globalement, l'Afrique est en phase de croissance, mais avec, en réalité, des situations pays très différentes et contrastées. L'Afrique de l'Est a compris que les solutions sont régionales et non nationales. L'Ethiopie, qui a donné la priorité à l'électricité et l'éducation, comme préalables au développement d'activités manufacturières, est un bon exemple. L'Ile Maurice a, elle, choisi d'investir dans l'éducation et les services. L'Afrique centrale, en revanche, a peu de diversification économique. Les pays, à dominante rurale, avec un faible niveau d'éducation doivent transformer leur agriculture de subsistance en une agriculture d'entrepreneur, qui emploie des implants sélectionnés, de l'engrais et des méthodes modernes. Surtout le développement des infrastructures (routes, stockage, etc.) doit suivre.

La conférence se conclut sur la conviction que le rôle des Etats devrait être de se poser en facilitateurs en créant des environnements propices pour les entrepreneurs locaux et étrangers.

Ghana et secteur pétrolier – IFRI

Paris, 11 mars

Mathieu Pellerin, chercheur associé au programme Afrique subsaharienne de l'IFRI a animé un déjeuner-débat pour dresser un premier bilan de la gouvernance des ressources pétrolières au Ghana, quatre ans après la mise en production du champ pétrolifère offshore Jubilee.

Le Ghana, une démocratie avant d'être un pays producteur de pétrole, a des atouts pour valoriser ses ressources naturelles. Les débats publics relatifs à la gouvernance ont acquis de la maturité et la nécessité de contrôler l'argent du pétrole est intégrée. Très connectée aux institutions internationales (Banque mondiale, ONG, etc.), la société civile mène un *lobbying* intense et plaide pour un suivi rigoureux de la gestion des recettes, avec indicateurs et index pertinents.

Si la régulation du secteur pétrolier a progressé, elle garde quelques points de faiblesse. La GNPC (Ghana National Petroleum Corporation), exploitant, a perdu son rôle de régulateur au profit de la NPC (National Petroleum Commission). Celle-ci a pour mission de faire appliquer les lois en englobant le *local content*, la santé, la sécurité, l'environnement. Cependant, l'indépendance de la NPC reste en débats.

La nouvelle loi *Petroleum Revenue Management Act* (PRMA), devrait parachever la gouvernance du secteur, notamment dans le processus d'attribution des permis. Elle a créé, sous la pression des ONG, le Public Interest and Accountability Committee (PIAC) en charge du suivi de l'utilisation des revenus pétroliers. Malheureusement son fonctionnement est perturbé par le manque de budget propre. Quant au Petroleum Holding Fund, il centralise les recettes pétrolières sur un compte de la banque du Ghana avec une répartition de 70 % sur le budget pays (ABFA),

En savoir plus

IMA :

Compte rendu et actes du colloque
www.imarabe.org/developper-ses-echanges-economiques-avec-le-monde-arabe-et-l-afrique

PARIS DAUPHINE :

Executive Master
Finance Islamique
www.financeislamique-dauphine.fr

BID :

thatswhy.isdb.org

IFRI :

www.ifri.org
Interview de IA Mayaki
www.ifri.org/fr/espace-media/ifri-videos/industrialisation-de-lafrique-interview-dibrahim-mayaki-secretaire-executif

AFRICA CEO FORUM 2016 :

www.theafricaceoforum.com

IFRI :

www.ifri.org
Note de Mathieu Pellerin
www.ifri.org/fr/publications/enotes/notes-de-lifri/ghana-secteur-petrolier-dela-de-malediction-ressources

Afrique anglophone :

Jacques Manlay
Expert géographique CIAN
jacques.manlay@orange.fr

21% sur un fond de stabilisation et 9% sur un *edge fund*. Les 70%, en l'absence de plan de développement à long terme, sont ventilés sur quatre secteurs : dépenses infrastructures pétrole/gaz et remboursement des prêts, routes et infrastructures, agriculture et renforcement capacitaire. Toutefois, les interrogations subsistent sur les écarts entre budgets et dépenses réelles : trop de projets sont annoncés sans débours.

En matière d'écologie, le Ghana n'a pas connu de

catastrophes mais la législation en matière de protection environnementale de l'exploitation pétrolière est encore à construire. Enfin la loi sur le *local content*, adoptée en février 2014, est particulièrement ambitieuse. Elle prévoit une clause de préférence nationale qui conduit parfois à la sélection d'acteurs insuffisamment qualifiés. Néanmoins, elle a aussi favorisé le développement de formations pour les entreprises et les populations locales que les opérateurs internationaux ont inclus dans leur politique de RSE.

VIE DES SOCIÉTÉS



Roadshow en Europe :

la plateforme mauricienne

ABAX et la Standard Chartered Bank organisent une série de rencontres qui se dérouleront en Europe du 3 au 10 juin 2016.

Ces différentes réunions permettront de présenter les opportunités que procure la plateforme financière mauricienne pour les opérations sur le continent et plus particulièrement en Afrique de l'ouest.



Nominations

En mars 2016, **Diana Cammarano**, directrice associée, a été nommée PDG d'ACTE International France.

Anne Le Rolland prend la présidence du Groupe en tant que PDG de la Holding AD & Associés, actionnaire à 100% d'ACTE International France et d'ACTE International au Maroc. Elle est chargée des développements à l'international, notamment au Maghreb et en Afrique.



Ascoma et Coface partenaires en Afrique Subsaharienne

Ascoma et Coface ont signé un partenariat pour le développement de l'assurance-crédit en Afrique sub-saharienne.

Ascoma pourra ainsi proposer à ses clients les solutions du Groupe Coface, l'un des leaders mondiaux en assurance-crédit, leur permettant de se prémunir contre le risque de défaillance financière de leurs clients. Sur des marchés en pleine expansion, l'assurance-crédit est un outil majeur de la maîtrise du risque et contribuera au climat de confiance entre les acteurs économiques.



Bpifrance : une nouvelle gamme de Solutions Export

Pour accélérer la croissance des entreprises à l'international, Bpifrance a créé une nouvelle gamme de produits de financement et densifié ses actions d'accompagnement à l'export.

Pedro Novo, qui dirige la nouvelle direction des Financements Export, s'appuie sur une cinquantaine d'experts sur le terrain, en lien avec Business France et les développeurs Coface déjà implantés dans les équipes de Bpifrance. L'objectif : convaincre les entrepreneurs d'intégrer l'international dans leur *business plan*.

Pour cela, Bpifrance propose plusieurs produits : la Garantie de Projets Internationaux visant à sécuriser les apports à une filiale, le prêt croissance international (un prêt sans prise de garantie et remboursable sur 7 ans), le crédit export (acheteur ou fournisseur) et Avance+ Export, un financement court terme de mobilisation de créances nées à l'étranger. Ces outils forment un *continuum* de financement export puissant, au plus près des besoins des entreprises.

A noter que le continent africain représente d'ores et déjà la moitié de l'activité de la direction.



Bolloré Logistics, marque des activités Freight Forwarding et Logistique du groupe Bolloré Transport & Logistics

Fort d'un réseau de 600 agences et de 21 000 personnes dans 105 pays, Bolloré Logistics est le leader de la logistique en France et en Afrique et se classe dans les 10 premiers groupes mondiaux du transport de fret.

L'offre de Bolloré Logistics est construite autour d'une expertise intégrée couvrant cinq domaines de services : le transport international multimodal, la conformité douanière et réglementaire, la logistique d'entreposage et de distribution, la maîtrise de la *Supply Chain* et la logistique de projets. Renforcé par son expertise locale et sa forte connaissance des marchés, par son approche QHSE, et par la force de son réseau mondial, Bolloré Logistics apporte de la valeur ajoutée aux chaînes logistiques de ses clients, dans des secteurs aussi divers que les secteurs pétrolier, minier, aéronautique, les biens de consommation et la distribution, la santé, les télécommunications et l'industrie manufacturière.

Base de son développement à long terme, sa responsabilité sociale et environnementale est fondée sur quatre piliers : le partage de valeurs communes, le développement des talents, l'innovation et la production responsable et le support au développement local. Ces principes, déployés dans tout son réseau, sont la marque de sa vision d'un développement responsable combinant le dynamisme économique avec les besoins actuels dans les domaines, sociaux, sociétaux et environnementaux.



Avec Africashop, CFAO lance une offre e-commerce innovante en Afrique

Avec deux sites internet ouverts au mois d'avril, en Côte d'Ivoire (Africashop.ci) et au Sénégal (Africashop.sn), le portail Africashop.com propose aux consommateurs africains un accès direct et simplifié aux sites des marques partenaires (enseignes internationales et marques de créateurs africains). Via le site, les consommateurs peuvent acheter directement depuis le continent et se faire livrer à domicile.

En offrant des solutions de paiement adaptées et sécurisées, le modèle Africashop lève l'un des principaux freins pour les e-consommateurs en Afrique, qui ne pouvaient jusqu'à présent pas effectuer d'achats sur les sites internationaux, notamment en raison de restrictions bancaires. À Abidjan et à Dakar, des espaces de vente Africashop proposent désormais une vente assistée sur des tablettes en libre-service et des terminaux pour régler les commandes passées sur le web. L'ouverture de ce site est la première étape du plan de développement digital de CFAO.

Orange Middle East and Africa investit dans Africa Internet Group

L'émergence d'une classe moyenne, l'explosion des *smartphones*, l'évolution des conditions de livraison à domicile permettent au

En savoir plus

ABAX :

Roadshow :
Francfort, 2 et 3 juin,
Paris, 6 et 7 juin,
Londres, 8, 9 et 10 Juin,
Renseignements et Inscriptions :
Laurent Chabrut
laurent.chabrut@abaxservices.com
www.abaxservices.com

ACTE INTERNATIONAL :

www.acte-international.com

ASCOMA :

Stéphanie Bougaran,
directrice Internationale
stephanie.bougaran@ascoma.com
www.ascoma.com

BOLLORE LOGISTICS :

www.bollore-logistics.com

CFAO :

www.cfaogroup.com
Portail B to C
africashop.ci
africashop.sn

Mai / Juin 2016

e-commerce de décoller en Afrique et au Moyen Orient. Orange, déjà présent chez Afrimarket, a décidé de poursuivre ses investissements dans ce mouvement de fond. Cet engagement se concrétise aujourd'hui par une prise de participation de 75 millions d'euros dans Africa Internet Group.

Ce partenariat stratégique permettra d'accélérer le développement de l'écosystème numérique en combinant l'excellence opérationnelle d'AIG avec la présence forte du Groupe Orange en Afrique. AIG possède des plateformes e-commerce adhérentes aux besoins des marchés africains. Orange apporte sa notoriété et sa base client, l'expertise de son réseau, du paiement mobile et des services de connectivité aux entreprises. Orange confirme ainsi son ambition d'être le partenaire de la transformation numérique de l'Afrique.



Saint-Gobain renforce sa présence sur les marchés de l'Afrique sub-saharienne

Pour Saint-Gobain, l'aventure africaine commence en 1929 avec une première usine de Gypse en Afrique du Sud. Depuis, le Groupe n'a cessé de renforcer sa présence industrielle et commerciale dans la région. A partir de 2013, Saint-Gobain accélère son développement. Il mise sur les pays de l'Afrique sub-saharienne en initiant une politique de partenariats industriels avec des entrepreneurs locaux. Deux *joint-ventures* ont ainsi été

conclues en juillet 2015, l'une dans les adjuvants au Ghana et l'autre dans la plaque de plâtre en Tanzanie. Parallèlement à ces développements industriels, Saint-Gobain assoit sa présence commerciale dans 12 pays de l'Afrique sub-saharienne. Le Groupe compte aujourd'hui 3 bureaux de représentation au Ghana, Kenya et en Côte d'Ivoire ainsi que 8 espaces d'exposition en Tanzanie, Namibie, Ghana, Kenya, Cameroun, Zimbabwe, Maurice et Botswana. Pour développer et coordonner les actions de ses différentes activités dans la région, Saint-Gobain ouvre en janvier 2016, sa Délégation Afrique sub-saharienne, dont le siège se situe à Johannesburg. Celle-ci est présidée par **David Anderson**, Délégué Général pour l'Afrique sub-saharienne.

SOL MONDO Conférence sur le marché privé de l'assurance

Solmondo organise le 16 juin à Paris une conférence sur le thème des sinistres payés par les assureurs privés depuis 20 ans qui réunira exportateurs, investisseurs et banquiers.

Le marché privé de l'assurance des risques politiques et de crédit à moyen terme poursuit son développement en 2016 avec désormais 54 assureurs, compagnies et syndicats des Lloyd's, tous notés A ou AA, et des capacités toujours en croissance.

Activateur de concurrence, Solmondo aide les directions financières à tirer le meilleur parti de ce marché extrêmement compétitif.

En savoir plus

SAINT GOBAIN :
A propos de la délégation Afrique sub-saharienne
www.saint-gobain.com/fr/saint-gobain-stories/saint-gobain-acteur-du-developpement-en-afrique-sub-saharienne
www.saint-gobain.co.za

SOL MONDO :
Inscription à la conférence du 16 juin
solmondo@solmondo.net
www.solmondo.net

NOUVEAUX ADHERENTS



AERA
Aera est un groupe français spécialisé dans la finance climatique. Le groupe obtient des crédits carbone pour les entreprises qui réduisent les émissions CO2 sur le continent africain (énergies renouvelables, traitement des déchets, efficacité énergétique) et valorise financièrement les crédits carbone qui en résultent. L'équipe d'Aera détient le record de projets africains enregistrés auprès de l'ONU (24) et accompagne plus de 40 clients dans 17 pays.



MAJENCIA
Leader français de l'aménagement d'espaces tertiaires et du mobilier de bureau, le Groupe Majencia a pour vocation de faire converger qualité de vie, bien-être et performance dans l'environnement de travail, comme le traduisent son siège social Néoffice à Saint-Cloud et ses Directions Commerciales Régionales Ecoffice en province.

Le Groupe maîtrise l'ensemble de la chaîne de compétences de ses métiers et fait bénéficier ses clients d'expertises intégrées, grâce à ses 730 collaborateurs, ses 5 sites industriels français (Aisne, Deux-Sèvres, Eure-et-Loir, Maine-et-Loire et Oise), ses 11 agences commerciales et plateformes de distribution. Le Groupe Majencia affiche un chiffre d'affaires de 117,2 M€ en 2015.

Soucieuse de sa responsabilité sociétale, Majencia, une des premières entreprises évaluées ISO 26000 avec la note « maturité », place les trois piliers du développement durable au cœur de sa stratégie.



VIEIRA DE ALMEIDA & ASSOCIADOS

VIEIRA DE ALMEIDA & ASSOCIADOS

Avec 40 ans d'existence, plus de 200 avocats, dont 37 associés, 19 groupes de pratique et un réseau VdAtlas couvrant plusieurs pays lusophones et francophones d'Afrique sub-saharienne, Vieira de Almeida & Associados (VdA) est un cabinet d'avocats indépendant de premier plan, régulièrement primé pour son expertise et sa capacité d'innovation. VdA a ainsi été récompensé en 2015 par le prix « Game Changing Law Firm in Continental Europe » du *Financial Times*. « Innovative Lawyer », VdA est également le seul cabinet européen à avoir fait l'objet, au titre de sa capacité d'innovation, d'un *Case Study* réalisé par les Havard Business School et Havard Law School.

Intervenant en Afrique depuis de nombreuses années, ses avocats bénéficient d'expertises pluridisciplinaires éprouvées leur permettant d'élaborer des solutions innovantes et opérationnelles, notamment en Angola, au Mozambique, au Cap-Vert, à São Tomé et Príncipe, en Guinée-Bissau, en Guinée Equatoriale, au Gabon, au Congo, en République démocratique du Congo et au Cameroun.

En savoir plus

AERA :
www.aera-group.fr

MAJENCIA :
Antoine Hollard,
Directeur Exécutif International
antoine.hollard@majencia.com
www.majencia.com

VIEIRA DE ALMEIDA :
VdA et l'AIPN (Association des Négociateurs Pétroliers Internationaux) organisent une conférence sur la « Stratégie des pays lusophones pour survivre et prospérer avec un prix du pétrole faible ». Elle se tiendra à Lisbonne, au Four Seasons Hotel, le vendredi 20 mai et accueillera deux panels d'experts portugais, brésiliens, angolais et mozambicains issus des plus grandes entreprises publiques et privées du secteur.

Inscription à la conférence
www.aipn.org/Events/EA20May2016.aspx
www.vda.pt

PARTENARIAT / SPONSORING



MOOC sur les Partenariats Public-Privé (PPP)

La Banque Mondiale, en partenariat avec l'AFD et les universités de la Sorbonne, de Panthéon-Assas, et la Faculté Africaine de Soutien Juridique, propose une formation en ligne gratuite, ouverte à tous (MOOC), sur les PPP, en français et axée sur l'Afrique. Ce cours s'adresse au secteur privé, au secteur public, au secteur juridique, au secteur académique, à la société civile, ainsi qu'au grand public. Il commence le 13 juin et dure 4 semaines ; il permet d'obtenir un certificat.

En savoir plus

BANQUE MONDIALE :
Cours mis en ligne par COURSERA
www.coursera.org/learn/pppefficace

En savoir plus

BUSINESS FRANCE :

Maryse Aziza
maryse.aziza@businessfrance.fr
www.businessfrance.fr

LE MOCI :

www.lemoci.com/evenement/forum-moci-risques-et-opportunités-a-linternational/presentation/

CLASSE EXPORT :

Roadshow international
classe-export.org/
[#article_salon](https://twitter.com/article_salon)

CCI INTERNATIONAL NORMANDIE :

www.ccirezo-normandie.fr/entreprise/64029-cci-international-normandie
 Convention Africa Europa
www.africa-europa.net

APPRENTIS D'AUTEUIL :

Fondation
benoit.kneib@apprentis-auteuil.org
suisse.apprentis-auteuil.org
www.apprentis-auteuil.org

En savoir plus

IPSOS :

Florence de Bigault
florence.de-bigault@ipsos.com
www.ipsos.fr

**Atelier d'information Tanzanie - Paris, 19 mai**

En présence de SE **Malika Berak**, Ambassadrice de France en Tanzanie, et d'experts du marché tanzanien, cet atelier informera les entreprises sur le potentiel du marché et la pratique des affaires, et leur permettra d'initier un premier réseau de contacts locaux pour des projets d'exportation comme d'investissement. Elles verront comment identifier de nouvelles opportunités et affirmer votre présence sur le marché tanzanien. Des moments de *net-working* et des rendez-vous individuels, avec des experts de la Tanzanie, sont prévus.

**Forum MOCI : Risques et opportunité à l'international - Paris, 30 juin**

Le MOCI propose aux dirigeants et cadres d'entreprise qui opèrent à l'international, une journée de rencontres et d'information pratique et technique, en présence d'experts renommés. A l'occasion de ce forum, Le MOCI publie *l'Atlas MOCI des Risques 2016*. Constituée de plus de 100 fiches-pays, cette nouvelle édition présente des conseils concrets pour gérer les risques financiers, logistiques et juridiques et fiscaux.

**Rencontre de l'international : colloque Afrique - Nantes, 16 juin**

Classe Export continue son *Roadshow* de l'international. Il propose aux exportateurs de l'ouest de la France, une journée de rencontres d'affaires sur le thème de l'Afrique.

**Convention d'affaires Africa Europa - Rouen, 4 au 6 juillet**

L'objectif de cette convention multisectorielle est de mettre en relation des entreprises africaines (300 responsables sélectionnés) et des sociétés européennes qui pourraient leur apporter des solutions pour développer leurs activités, les diversifier ou renforcer l'outil de production.



La Fondation Apprentis d'Auteuil agit auprès de la jeunesse en difficulté depuis 150 ans. Elle est présente en Afrique francophone, au travers de partenariats avec des associations locales qu'elle accompagne dans le cadre de transferts de compétences en gestion de projets, en éducation et en organisation.

Ainsi la Fondation accueille et éduque des enfants en situation de rue. Elle recrée, à chaque fois que c'est possible, des liens avec leur famille et sensibilise les communautés locales au respect des droits de l'enfant.

Elle accompagne aussi des jeunes peu ou pas formés dans des parcours de formation, afin de les insérer ensuite dans le monde du travail

Dans le cadre de la RSE ou d'actions locales de mécénat, la Fondation souhaite établir des liens avec toute entreprise désirent investir efficacement dans la jeunesse africaine auprès d'un acteur caritatif qui a fait ses preuves et qui s'engage sur une utilisation des dons conforme aux projets présentés.

La Fondation Apprentis d'Auteuil Suisse recherche en particulier des soutiens financiers pour créer un MOOC (Massive Open Online Course), cours en ligne qui sera accessible à un très grand nombre d'éducateurs africains agissant auprès des enfants des rues et pour soutenir des parcours de réussite d'enfants et de jeunes vulnérables.

GAME CHANGERS IPSOS AFRICA CAP

Présent depuis plus de 20 ans en Afrique avec près d'un millier de collaborateurs,

Ipsos a lancé en février dernier son activité Ipsos Africap pour mieux accompagner ses clients dans leur croissance sur des marchés africains en transformation rapide. L'activité est pilotée depuis Paris par **Florence de Bigault**, experte des marchés et des consommateurs africains. Ce bureau parisien dédié à l'Afrique sub-saharienne et au Maghreb travaille en collaboration avec le réseau Ipsos déployé sur le continent africain.

PUBLICATIONS



Secret d'Afrique : Le Témoignage d'un ambassadeur, JM Simon, Ed. Cherche Midi, mars 2016.

À travers dix récits, Jean-Marc Simon, évoque les interventions de l'Armée Française en Centrafrique et Côte d'Ivoire, une vaste opération d'échange de prisonniers en Afrique australe à la fin du régime de

Rwanda, la dévaluation du Franc CFA. On y côtoie Hissein Habré, Jacques Chirac, Pik Botha, Omar Bongo, Nicolas Sarkozy, Laurent Gbagbo...

Des aventures souvent cocasses, parfois tragiques qui témoignent de l'intérêt constant, qu'en dépit de quelques différences d'approche, la France a porté à ce continent, de François Mitterrand à François Hollande.

Jean-Marc Simon, Ambassadeur de France, a été conseiller Afrique du ministre des affaires étrangères sous la première cohabitation, directeur de cabinet de plusieurs ministres de la Coopération, puis ambassadeur dans quatre pays africains, la République centrafricaine, le Nigéria, le Gabon et la Côte d'Ivoire de 1996 à 2012.

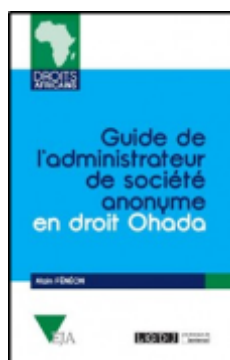
Françafrique, derniers mystères, P Airault et JP Bat, Ed. Tallandier, avril 2016.

Arrogant comme un Français en Afrique, A Glaser, Ed. Fayard, mars 2016.

Afrotopia, F Sarr, Ed. Philippe Rey, mars 2016.

L'Afrique des idées reçues, G Courade, Ed. Mappemonde, février 2016.

Songhaï. L'Afrique maintenant !, G Nzamujo, Ed. Cerf, janvier 2016.



Guide de l'administrateur de société anonyme en droit OHADA, Alain Fénéon, Ed. LGDJ, avril 2016

L'acceptation d'un mandat d'administrateur suppose la connaissance de la réglementation applicable et, en l'espèce, s'agissant d'exercer ce mandat dans des sociétés soumises au droit Ohada, la connaissance de dispositions

de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés commerciales du 30 janvier 2014.

Ce livre est un guide-pratique à l'usage des futurs administrateurs et de leurs conseillers (avocats, juristes) qui exercent leurs activités sur le continent africain ou en relation avec l'Afrique.

Alain Fénéon, avocat honoraire à la Cour de Paris, a participé dès son origine à l'élaboration des Actes Uniformes de l'OHADA. Il exerce aujourd'hui principalement en qualité d'arbitre international et de médiateur. Il dirige les Editions Juris Africa, qui publient le Recueil Penant et la Revue juridique et politique des Etats francophones. Il intervient comme expert de l'Afrique lusophone auprès du CIAN.

Corruption : phénomène ancien, problème nouveau ? *Revue internationale et stratégique* 2016/I (N° 101).

Social business : entreprendre et investir autrement. *Secteur Privé & Développement* (Revue de PROPARCO) N°23, février 2016.

Dynamiques africaines. *Géopolitique Africaine* N°57, mars 2016.

Migrations en Afrique : un regard neuf, *Revue de Politique Etrangère* (IFRI) 2016/I Printemps.

Nouveau Guide pratique du CIAN
« Recruter pour l'Afrique : jongler avec les paradoxes »

Commander les Guides Pratiques CIAN :
communication@cian.asso.fr
 Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

NOMINATIONS

Cabinet du Premier Ministre

Fabrice Lengart : Directeur, commissaire général adjoint à la stratégie et à la prospective

MAEDI

Louise Quesnel : Conseillère affaires bilatérales et sectorielles (agriculture, industries culturelles et créatives), cabinet de Matthias Fekl
 Bruno Clerc : Ambassadeur à Maputo.
 Laurent Stefanini : Ambassadeur à l'ONU pour l'éducation, la science et la culture
 Claude Jeannerot : Ambassadeur chargé des relations sociales internationales
 Christophe Bigot : Ambassadeur à Dakar

Cabinet d'André Vallini

Vincent Sciamia : Directeur adjoint du cabinet
 Vincent Deshayes : Chef de cabinet adjoint, conseiller presse et communication
 Orod Bagheri : Conseiller politique et parlementaire
 Julian Clec'h : Conseiller action humanitaire, crises, droits de l'homme, ANMO
 David Levai : Conseiller politiques sectorielles et européennes
 Olivier Richard : Conseiller Afrique et francophonie institutionnelle
 Jérôme Duplan : Conseiller francophonie culturelle et coopération décentralisée

MEN

Denis Despreaux : Administrateur de Campus France

CESE

Luc Machard : Secrétaire général

CIRAD

Louis-Augustin Julien : Administrateur

SFIL

Antoine Saintoyant : Administrateur

PROPARCO

Grégory Clemente : Directeur général

MEDEF INTERNATIONAL

Frédéric Sanchez : Président
 Jean Burelle : Président d'honneur

BUSINESS FRANCE

Valérie Péresse : Administrateur

CIAN :

Après avoir œuvré pendant plus de huit ans au développement du CIAN, Alix Camus a décidé de donner un nouvel élan à sa carrière. Le CIAN la remercie et lui souhaite beaucoup de réussite pour la suite.

Sandrine Sorieul lui succède comme directrice du CIAN à partir de mi-mai.
sandrine.sorieul@cian.asso.fr

AGENDA

GUIDE PRATIQUE CIAN

« La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations »



(10,00 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

« Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier »



(9,00 € + port)

Commander les Guides Pratiques CIAN :
communication@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

CCIP IDF

COTE D'IVOIRE – Pavillon France à Discop Africa, 28 mai- 2 juin
PARIS – Pavillon IdF à Eurosatory, 13-17 juin
ROUEN – Convention Africa Europa, 4-6 juillet
Infos : www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/internationale

CESER

LYON – Intervention du CIAN devant le CESER Auvergne-Rhône Alpes, 23 juin
Infos : www.auvergnerhonealpes.eu

IAE PARIS ALUMNI

PARIS – Intervention du CIAN : Investir en Afrique : opportunité ou risque ?, 12 mai
PARIS – Conférence-débat : Enjeux et perspectives du commerce électronique en Afrique, 19 mai
PARIS – Café-rencontre du Club Afrique, 23 mai et 20 juin
Infos : www.iae-paris.org/gene/main.php_base_ref=agenda&id_agenda=&month=5&year=2016

IDDR

PARIS - Conférence internationale 2016 : Sustainable development : it's time !, 10-11 mai
Infos : www.iddri.org

INRA-CIRAD

PARIS – Colloque Agrimonde Terra : Usages des terres et sécurité alimentaire dans le monde en 2050, 24 juin
Infos : institut.inra.fr/Evenements/2016juin24-Agrimonde-Terra

MEDEF INTERNATIONAL

GUINEE – Délégation d'entreprises, 18-20 mai
PARIS – Conférence avec l'ABLC : The Agricultural Spectrum of Africa: Opportunities of a Fertile Sector, 13 juin
AF. DU SUD – Délégation d'entr., 30 juin-1er juil.
BURKINA F./NIGER – Délégation d'entr., 10-14 juillet
Infos : www.medefinternational.fr

ONG SOLTHYS-BCG

PARIS – Conférence : Santé de la mère & l'enfant en Afrique, 24 mai
Inscription : delphine.lajus@solthis.org

WORLD ECONOMIC FORUM

RWANDA – Rencontres WEF, Kigali, 11-13 mai
Infos : www.weforum.org/events/world-economic-forum-on-africa-2016

SCIENCES PO ALUMNI

PARIS, Petit-déjeuner financier avec Pascal Lamy, ancien DG de l'Organisation Mondiale du Commerce, 23 juin
Infos : www.sciences-po.asso.fr

BUSINESS FRANCE

AFRIQUE DU SUD – Pavillon France à African Utility Week, Capetown, 16-20 mai
PARIS – Atelier Tanzanie, 19 mai
PARIS – Colloque Nigéria, 27 mai
MADAGASCAR – Pavillon France FIM 2016, Antananarive, 19-22 mai
AFRIQUE DU SUD – Rencontres acheteurs Securex, Johannesburg, 24-26 mai
ALGERIE – Pavillon France Foire Internationale d'Alger, 28 mai-2 juin
TUNISIE – Rencontres société d'hydrocarbures Etap et filiales à Tunis, 31 mai -1^{er} juin
PARIS – Proparco : financements du secteur privé, 6 juin
AFRIQUE DU SUD – Rencontres d'affaires de la Santé en Afrique Australe, 7-15 juin
PARIS - Mauritanie : développement durable, 8 juin
COTE D'IVOIRE – Rencontre : La BAD et les autres bailleurs en Côte d'Ivoire, Abidjan, 13-15 juin
AFRIQUE DU SUD - Rencontres d'affaires Africarail 2016, Johannesburg, 27-30 juin
Infos Paris : export.businessfrance.fr/programme-france
Infos Export : www.programme-france-export.fr

Retrouvez les informations de la France à l'international sur : www.france-international.fr

La Lettre du CIAN

Président :
Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :
Sandrine Sorieul

Ont collaboré à ce numéro :
Alix Camus, Stephen Decam, Alain Flandrois, Etienne Giros, Pierre Jacquemot, Jacques Manlay

Pour vous abonner :
communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 10 000 établissements et 300 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 60 milliards €, soit 80% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris
Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76
Fax : +33 (0)1 42 56 79 33
Email : contact@cian.asso.fr
Site : www.cian-afrique.org



Retrouvez-nous
sur le Web :

www.cian-afrique.org